

Communiqué de presse

Luxembourg, le 31 octobre 2008

Un dialogue constructif pour le développement de la Grande Région

À trois semaines du Sommet intermédiaire de la Grande Région sous présidence luxembourgeoise, le Ministre de l'Intérieur Jean-Marie Halsdorf a reçu le 29 octobre 2008 une délégation de la Plate-forme syndicale de la Grande Région qui constitue avec ses 500.000 membres le lieu de rassemblement des dix organisations membres de la Confédération européenne des syndicats qui sont actives dans les six composantes de la Grande Région.

À l'ordre du jour de l'entrevue était un échange de vue sur le développement futur de notre eurorégion. Plus précisément, la discussion a porté sur le congé politique des travailleurs frontaliers et la mise à jour du « Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région ».

Deux composantes clés de la cohésion territoriale : le social et la politique

L'aménagement du territoire constitue le thème central du programme de la Présidence luxembourgeoise. Selon les syndicats, la cohésion territoriale de la Grande Région doit se réaliser à tous les niveaux. Dans cette optique, un rôle très important revient aux travailleurs frontaliers actifs au Luxembourg et exerçant un mandat politique dans leur région. Mais contrairement à leurs homologues luxembourgeois, ces acteurs du développement transfrontalier de la Grande Région ne bénéficient pas d'un congé politique.

Bien que la législation en matière du congé politique et que les niveaux administratifs et leurs compétences varient selon les sous-régions, le Ministre Halsdorf est bien conscient du problème et partage l'avis des syndicats que la cohésion territoriale doit se faire à la fois aux niveaux politique et social. Ainsi, il est déjà prévu que la problématique du congé politique sera abordée lors d'un Conseil sectoriel interrégional au printemps 2009.

Le Rapport économique et social : mettre l'accent sur le social et la coopération

Les syndicats saluent la décision de la Présidence luxembourgeoise de financer la mise à jour du « Rapport économique et social de la Grande Région ». En analysant le cahier de charges pour la nouvelle version du rapport, ils craignent cependant que l'analyse du volet « situation sociale » (notamment la partie « conditions de vie ») sera réduite au profit d'une étude sur la compétitivité des différentes entreprises et sous-régions. Pour les syndicats, il serait bien plus utile de compléter et enrichir les indicateurs déjà analysés dans le premier rapport et de mettre davantage l'accent sur les initiatives de coopération au sein de la Grande Région (p.ex. études en matière d'efficacité énergétique). Le Ministre Halsdorf souligne qu'il est toujours possible de revoir le cahier de charges pour incorporer certains éléments des points avancés par les syndicats de la Grande Région.

Pour conclure, il a été retenu qu'une deuxième entrevue entre le Ministre Halsdorf et la Plate-forme syndicale aura lieu au printemps 2009 pour faire le point sur la mise en œuvre du programme de la Présidence luxembourgeoise du Sommet de la Grande Région.

Communiqué par le Secrétariat européen commun de la CGT-L (OGBL/FNCTTFEL) et du LCGB (<http://www.secec.lu>)